



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
24 octobre 2008
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-troisième session
Point 13 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité internationales
et sur le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-troisième année**

**Lettres identiques datées du 24 octobre 2008, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Parlement géorgien datée du 24 octobre 2008 sur des faits relatifs à une violation de l'accord de cessez-le-feu commise par la Fédération de Russie (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, au titre du point 13 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Irakli **Chikovani**



**Annexe aux lettres identiques datées du 24 octobre 2008
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission
permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration du Parlement géorgien sur des faits relatifs
à une violation de l'accord de cessez-le-feu commise
par la Fédération de Russie**

Le Parlement géorgien se déclare profondément préoccupé par les violations flagrantes persistantes commises par la Fédération de Russie de l'accord de cessez-le-feu en six points, négocié le 12 août 2008 grâce à une médiation de l'Union européenne. L'accord engage clairement la Fédération de Russie à retirer ses forces sur les lignes antérieures au 6 août, ce qui devrait entraîner son retrait du district d'Akhalgori, ainsi que des villages géorgiens autour de Tskhinvali, du village de Perevi dans le district de Sachkhere et de la Haute-Abkhazie. Au contraire, l'armée poursuit la concentration de ses forces et ses actes de provocation dans la région du conflit. Plus précisément, le 22 octobre, elle a posté 2 000 soldats dans la région du conflit, si bien que ses effectifs dépassent 7 000 soldats sur le territoire de l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud. Elle a introduit en outre 40 unités de matériel militaire lourd dans le district d'Akhalgori et commence à construire agressivement des routes militaires de Tskhinvali à Akhalgori, activités qui augmentent le risque d'une escalade. Le nettoyage ethnique pratiqué dans les territoires occupés avec la participation et l'aide directes de la Fédération de Russie est une violation directe des principes fondamentaux des droits de l'homme et des pactes internationaux, tandis que la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud constitue une grave violation du droit international, une tentative de légitimer les résultats du nettoyage ethnique, ainsi qu'une annexion du territoire géorgien. Le Parlement géorgien prie la communauté internationale et les parlements des pays amis :

1. De demander instamment à la Fédération de Russie de respecter pleinement l'accord du 12 août 2008;
2. De demander instamment à la Fédération de Russie de s'abstenir de toute nouvelle violation de l'espace aérien géorgien, de tout acte de provocation, verbal ou physique, y compris la mise en place de bases militaires en Abkhazie et dans l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud;
3. De demander instamment à la Fédération de Russie d'accorder à des observateurs internationaux et en premier lieu à ceux de l'Union européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) la permission d'observer ce qui se passe sur l'ensemble du territoire de l'Abkhazie et de l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud;
4. De demander instamment à la Fédération de Russie d'annuler les effets du nettoyage ethnique qu'elle a commis et d'appuyer le retour dans des conditions de sécurité et de dignité de tous les déplacés;
5. De demander instamment à la Fédération de Russie de respecter l'article 22.4 de la résolution 1633 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

priant instamment les parties « de travailler à l'établissement d'un nouveau plan de maintien de la paix et d'internationaliser la force de maintien de la paix »;

6. De demander instamment à la Fédération de Russie de revenir sur sa décision de reconnaître l'indépendance de l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie conformément à l'article 9 de la résolution susmentionnée;

7. D'appuyer l'élaboration et la mise en place rapides d'un mécanisme d'enquête internationale indépendante sur les causes et l'escalade du conflit.
